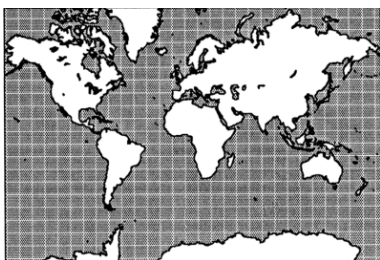


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?666-keynesianisme-improbable>



# Keynésianisme improbable

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : vendredi 15 mars 2013

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

Texte extrait du bulletin de Guy Fargette Â« Le Crépuscule du XXe siècle Â» n°25, décembre 2012.

### Introduction au texte [Â« Les conditions de validité du Keynésianisme Â»](#)

#### Gravité du dérèglement en cours

La gravité de la "crise économique", que l'on pressentait considérable dès l'automne 2008 n'a cessé de se confirmer. La désintégration de l'ensemble du système bancaire et financier a paru tout à coup inéluctable, de l'avis même des spécialistes. Les procédés "miraculeux" de la prestidigitation financière n'avaient cessé de progresser depuis les années 1980, indifférents aux crises boursières et financières de 1987 et 1998 et 2000, s'en servant même pour approfondir leur emprise. En 2008, le premier réflexe des financiers aurait été de "partir avec la caisse", tant ils considéraient la situation au-delà de tout rattrapage. L'ensemble du marché interbancaire s'était grippé en quelques jours à la suite de l'effondrement et de la liquidation de Lehman Brothers (automne 2008) et surtout de ce qu'avait révélé cette disparition brutale : l'interdépendance souterraine, non maîtrisée, de tous les circuits financiers, contaminés par les prêts toxiques sur lesquels reposaient la bulle immobilière aux États-Unis.

Cette situation résultait d'une immense économie d'endettement, aggravée par l'éradication méthodique de tous les garde-fous mis en oeuvre à la suite de la crise de 1929. On a vu se créer de véritables "banques hors les murs", sans les mesures prudentielles qui régulaient au moins de façon approximative les errements et les risques. Le nouveau type d'organisation des banques d'affaires et d'investissement a amplifié à un degré exceptionnel une économie de surendettement, née en réponse aux deux grandes crises d'approvisionnement pétrolier en 1973 et 1979. Les prêts immobiliers risqués aux États-Unis ont fabriqué une "pyramide de Ponzi", une cavalerie, dont les répercussions se sont étendues à l'ensemble des mécanismes financiers mondiaux : l'accumulation financière s'est faite aux dépens des nouveaux entrants, sans créer de richesse. Et la débâcle, inévitable, est devenue visible à partir de 2007.

A l'automne 2008, la propagation de l'effondrement à la manière d'un nouveau 1929 n'a été conjurée que par l'improvisation de mesures d'intervention étatique généralisées, à rebours de l'ensemble des préconisations néo-libérales martelées depuis la fin des années 1970. Le résultat a consisté en un transfert massif des dettes privées vers des dettes publiques déjà considérables, selon la vieille "méthode" de la socialisation des pertes, après la période de privatisation des profits. Cet effet d'aller et retour n'est jamais une simple péripétie : il permet de consolider un immense transfert de richesses vers les secteurs les plus parasites de l'économie. Les discours médiatiques ont alors assuré que l'économie réelle ne serait pas concernée par l'actuel dérèglement financier, qui n'aurait été qu'un sous-produit technique d'imprudences pourtant Â« systémiques Â», néologisme devenu la référence des commentaires journalistiques. Mais tout au long de 2008 et 2009, le dérèglement a envahi l'ensemble des économies, en commençant par les plus financiarisées.

#### Rechute dans la "crise" à partir de 2011

Les rares économistes qui avaient vu venir le premier acte de 2007-2008 annonçaient une rechute probable à peine le premier choc encaissé. Cette prédiction s'est vérifiée à partir de l'automne 2011. De nouveau, la machine économique s'est enrayée, avant même que la plupart des pays industrialisés n'aient retrouvé leur ancien niveau de production. Cette stagnation économique sous-jacente n'est pas un simple accident. De nombreuses raisons indiquent que ce plafonnement pourrait devenir la norme de la période à venir, ce qu'aucun discours politique ne

peut admettre. Pour le moment, étant donnée la modernisation technique régulière de la production, cette réorganisation constante a pour effet de miner l'emploi : en toute logique, à production constante, cela devrait mettre au chômage un à deux pour cent supplémentaires de la population active. Dans un pays comme la France, cela peut correspondre à une augmentation régulière de 400 000 à 800 000 nouveaux chômeurs *chaque année*. Les mesures d'atténuation du choc ont freiné très provisoirement cette expansion du chômage durant la première phase. Depuis l'automne 2011, la vague des licenciements enfle en Europe et déferle.

### Faiblesse des réactions sociales

Les réactions sociales sont jusqu'à présent bien moindres que celles que pourraient craindre les dirigeants et les responsables au vu de leur propre faillite. C'est en effet dans les secteurs qu'ils présentaient comme leur point d'excellence que l'échec est le plus éclatant. Non seulement les banques d'affaire ont menti à leurs clients et les ont floués, mais la bulle immobilière aux États-Unis résultait d'une démarche plus cynique encore, consistant à dépouiller les ménages qui ne pouvaient être solvables. Enfin, le cœur de la machine financière s'est menti à lui-même. L'affaire restée secrètement publique des tripatouillages du taux Libor (qui sert de guide aux taux interbancaires et donc aux emprunts) est un symptôme sans doute aussi lourd que ce qui s'est produit en URSS à partir de 1985, lorsque les représentants du pouvoir ont dû admettre que le régime n'avait cessé de mentir jusque dans ses références les plus fondamentales.

En de nombreux pays, la population a rapidement pressenti la gravité de la situation, mais sans y croire tout à fait, et surtout sans pouvoir évaluer les rythmes de son aggravation, tant la situation est inédite. Le réflexe général se résume à un repli paniqué sur des stratégies individuelles, ponctuées de quelques grandes protestations symboliques. Les syndicats encadrent ces réactions, sans savoir quoi proposer. Ils espèrent, ils attendent une intervention quelconque de l'instance étatique qui ne cesse, partout, de les décevoir et de faire exactement l'inverse de ce qui est souhaité.

Les nouveaux types de protestation publique, tels les "indignés" (terme employé de manière absolue, comme si le discours peinait à définir l'objet de cette indignation), ou les tentatives de concertation publiques hors des partis (cas isolé de la Grèce pendant quelques semaines au printemps 2011), n'ont rien produit de durable. Leur faiblesse vient de ce qu'ils ne sont pas adossés à des pratiques de réorganisation de la société. Une telle entreprise est perçue dans les couches populaires comme chimérique ou douteuse. Celles-ci adhèrent si profondément à la société de consommation, version la moins éloignée qui ait existé de la société "communiste" rêvée au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec sa relative abondance matérielle, qu'elles ne souhaitent que son maintien ou son retour. Le mirage de la consommation illimitée, qui dure depuis des dizaines d'années, et le naufrage absolu du *communisme pratique* ont laissé des traces indélébiles.

Cette absence de perspective est brouillée par les discours lénifiants disant que les difficultés ne vont pas durer, que l'économie de croissance va "rebondir", ce qui évoque fâcheusement pour ceux qui ont quelque culture historique les discours du début des années 1930, assurant jour après jour que la prospérité était "au coin de la rue". Les protestataires ne peuvent eux-mêmes fournir de remède, sauf à en appeler mécaniquement à une stratégie "keynésienne", qui fit lentement ses preuves dans les années 1930, et qui n'a permis un déploiement exceptionnel de la croissance industrielle qu'après 1945, jusque vers 1973.

### Le keynésianisme comme leurre

L'analyse de la nature historiquement déterminée du keynésianisme rencontre des résistances considérables. L'argument le plus souvent avancé serait que les États semblent peu désireux de se lancer dans une telle stratégie parce que les dirigeants politiques sont "à la botte" de l'oligarchie financière. Il y a du vrai, mais la question mériterait des précisions qui deviennent vite embarrassantes pour la vulgate de la "gauche fondamentale". Il est patent que

l'oligarchie financière et toutes les couches supérieures des sociétés de la planète entendent se mettre à l'abri des ressacs de la "crise", quelle qu'en soit la nature, et qu'elles y parviennent avec un cynisme et une impudence démonstratives. Les péripéties de tel financier, de tel « grand patron » ou de tel acteur organisant sa désertion fiscale sont symboliques : tout se passe comme si ces gens cherchaient du côté de la Belgique ou de la Suisse de nouveaux Coblenze, où tant d'aristocrates émigrèrent au moment de la Révolution française.

Si une répétition du keynésianisme est impossible pour des raisons plus larges qu'une simple mauvaise volonté politico-sociale, la vieille question du partage revient avec une brutalité oubliée, *parce que le keynésianisme avait notamment permis de contourner cette question*. Les nantis, conservant leurs réflexes, l'ont rapidement compris et tentent de prendre les devants. Les parvenus les plus récents se montrent naturellement les plus cyniques et les plus insolents.

Le secret politico-historique de la situation est sans doute qu'il n'y a *aucune politique pertinente* envisageable. Toute tentative de relance "keynésienne" ne fera que creuser les déficits publics, sans pour autant exercer un effet de levier efficace sur la production matérielle. Cela entraînera une stagnation aggravée d'une inflation devenant rapidement incontrôlable, et accélérera la paupérisation en cours des populations en Europe et en Amérique du Nord. C'est le point crucial qui révèle la nouveauté de la situation depuis les années 1930 et qui implique que les structures institutionnelles existantes ne pourront feindre longtemps de présenter de réponse adaptée. Elles accompagnent le malheur public sur un mode strictement compassionnel et creux. Un blocage institutionnel est désormais installé dans certains pays d'Europe, comme en Grèce, et latent ailleurs. Comment ne gagnerait-il pas les leviers institutionnels européens existants, de moins en moins capables de produire un fait accompli ratifiable par les populations ? Le fond de la question, c'est que le contrat politique implicite des régimes occidentaux (abusivement qualifiés de "démocratie") se résume depuis 60 ans à l'échange d'une consommation étendue contre la passivité politique. Il ne peut plus être honoré pour des parties croissantes de la population, bien au-delà des dix ou vingt pour cents les plus fragiles, qui ont été passés au hachoir social depuis 40 ans.

### **Que signifie la panne du keynésianisme ?**

Il s'agit donc ici de rappeler ce que sont les conditions de validité d'une politique keynésienne et d'énumérer la nature des obstacles qui résultent non seulement de mauvaises volontés sociales et historiques, mais surtout de contraintes matérielles nouvelles, que les différentes idéologies politiques n'ont jamais intégrées et sur lesquelles elles demeurent obstinément aveugles.

***Paris, le 23 décembre 2012***